



Nouvelles élections en Grèce

Par [Christoph Dreier](#)

Mondialisation.ca, 18 mai 2012

[wsws.org](http://www.wsws.org) 18 mai 2012

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Mercredi, les dirigeants de l'ensemble des partis représentés dans le parlement grec, à l'exception du parti fasciste Aube doré, ont accepté d'organiser de nouvelles élections le 17 juin. Ceci marque un échec définitif des tentatives de former un gouvernement ayant une majorité fondée sur les élections du 6 mai.

Jusqu'aux élections, le président du Conseil d'Etat, Panagiotis Pikramenos, dirigera un gouvernement intérimaire. Selon la Constitution grecque, un tel régime de transition n'a pas l'autorité de promulguer des lois. Sa principale tâche est d'organiser les nouvelles élections.

Les marchés boursiers grecs et européens ont réagi nerveusement aux derniers développements en date et des Grecs riches sont en train de retirer de considérables sommes d'argent de leurs comptes. Selon le directeur de la banque centrale grecque, l'on craint que la situation bancaire ne dégénère en un mouvement de panique.

Lors des élections du 6 mai en Grèce, une écrasante majorité de la population a voté contre la politique de rigueur de l'Union européenne (UE). La principale bénéficiaire de ce sentiment grandissant a été la Coalition de la Gauche radicale (SYRIZA) qui durant la campagne a rejeté de nouvelles mesures d'austérité et a émergé comme le deuxième plus fort parti des élections, avec 17 pour cent des suffrages.

Ce résultat a provoqué des ondes de choc à travers *l'establishment* politique grec et européen et qui a conduit à un débat acharné sur la manière de venir à bout de l'opposition à la politique d'austérité de l'UE et de la crise grandissante de l'euro.

SYRIZA a rejeté un gouvernement de coalition avec les anciens partis au pouvoir, le parti Nouvelle Démocratie (ND) et PASOK, à moins qu'ils ne prennent leur distance par rapport à leur précédente politique d'austérité. SYRIZA a proposé de renégocier les conditions des sauvetages imposées à la Grèce par l'UE et les banques.

Une coalition entre ND, qui, en tant que parti ayant obtenu le plus de votes, bénéficie automatiquement de 50 sièges supplémentaires au parlement, PASOK et une scission de SYRIZA, la Gauche démocratique (DIMAR), aurait eu une majorité. Toutefois, le dirigeant de ND, Antonis Samaras, tout comme le chef de file de DIMAR, Fotis Kouvelis, ont refusé de former une coalition avec SYRIZA. Ils n'ont pas osé appliquer des mesures d'austérité impopulaires sans le soutien de SYRIZA.

Une proposition faite par les Grecs Indépendants, scission populiste de droite de ND, de participer au gouvernement a également été rejetée. Son président, Panos Kammenos, avait apparemment envoyé une lettre aux présidents des autres groupes pour leur

soumettre une coalition d'unité nationale d'urgence à la condition que son parti se charge du ministère de la Défense. Kammenos a par la suite nié avoir écrit une telle lettre.

Les représentants de l'UE ont réagi à l'échec des négociations en vue de la formation d'une coalition en intensifiant la pression sur la Grèce. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a déclaré à la radio allemande qu'il n'accepterait pas la renégociation du pacte fiscal exigée par SYRIZA.

« Vous ne pouvez pas avoir le beurre et l'argent du beurre, » a-t-il dit en exigeant que la Grèce se plie aux mesures d'austérité précédentes si elle voulait rester dans la zone euro, il a dit que ceci requerrait « un gouvernement efficace et prêt à emprunter cette voie. »

Même l'Union fédérale de l'Industrie allemande (BDI) a sermonné la population grecque sur la manière de voter. « Le peuple de Grèce est appelé à voter pour choisir des partis pro-européens qui visent à rendre la Grèce plus compétitive, » a déclaré le président de la fédération allemande des patrons, BDI, Hans-Peter Kreitel, au journal *Rheinische Post*.

Immédiatement après les élections, les responsables de l'UE ont clairement fait comprendre qu'ils préféreraient voir la Grèce quitter la zone euro que de faire des concessions sur le pacte fiscal. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a menacé de suspendre les versements d'aide, acculant la Grèce à la faillite en cas d'un relâchement quelconque des mesures d'austérité.

La logique de cette menace est évidente : soit la Grèce accepte les coupes qui ont déjà conduit à une pauvreté de masse et au chômage ainsi qu'à la ruine de l'économie, soit l'UE supprimera le crédit à la Grèce, l'obligeant ainsi à réintroduire sa propre monnaie, la drachme. Les marchés financiers internationaux feraient alors baisser la valeur de la nouvelle monnaie grecque ce qui aurait pour conséquence une hyperinflation et donc une dévaluation drastique correspondante des salaires et des retraites.

Samaras a exploité ces menaces lors de sa campagne électorale en déclarant que seule ND pourrait garantir que la Grèce restât dans la zone euro en continuant à appliquer la politique de rigueur. « Les prochaines élections sont une lutte entre les forces nihilistes gauchistes en alliance avec des populistes opportunistes d'un côté et le front européen fort et résolu de l'autre, » a-t-il déclaré.

La semaine dernière déjà, Samaras a appelé à une alliance avec des partis droitiers plus petits qui n'avaient pas franchi le seuil des trois pour cent nécessaire pour entrer au parlement. Il a reproché à SYRIZA « une arrogance inconcevable et une incroyable irresponsabilité. »

Jusqu'ici, SYRIZA a été en mesure de tirer avantage de ces menaces; l'organisation arrive maintenant en tête dans les sondages avec 27 pour cent de voix. Son dirigeant, Alexis Tsipras, a déclaré que son but dans ces élections était la formation d'un gouvernement de gauche « qui annule les mesures d'austérité et qui reconstruit le pays à partir des ruines laissées par les partis de la rigueur. »

Tsipras et d'autres représentants de SYRIZA ont aussi souligné toutefois qu'ils rejetaient une sortie de la zone euro. Ils ont propagé l'illusion qu'il était possible de défier le programme d'austérité de l'UE tout en restant dans l'UE et la zone euro.

Ils mettent en avant un soutien aux politiciens européens qui cherchent à remplacer le

pacte fiscal communautaire par un « pacte de croissance. » Ceux-ci comprennent le président français, François Hollande, qui a dit vouloir adresser à la Grèce « un signe d'espoir » sous la forme d'une « politique de croissance pour leur permettre d'assurer leur présence en zone euro. »

Un tel pacte de croissance ne changerait toutefois pas la nature des mesures d'austérité de l'UE. Il ne ferait que poursuivre les attaques contre les dépenses sociales en introduisant des soi-disant mesures structurelles visant à accroître la compétitivité – c'est-à-dire abaisser les salaires en imposant des conditions de travail plus souples pour amasser davantage d'argent pour les banques européennes en difficulté.

Le modèle pour Hollande, et les autres défenseurs du « pacte de croissance », est l'Agenda 2010 introduit de 1998 à 2005 par le gouvernement social-démocrate SPD du chancelier allemand Gerhard Schröder et qui a créé en Allemagne un énorme secteur à bas salaire.

Article original, [WSWS](#), paru le 17 mai 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Christoph Dreier](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Christoph Dreier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca